

## TRIBUNE LIBRE

### "Les Sorcières de M. Chirac"

S'exprimant au sujet de l'information télévisée, M. Chirac vient de déclarer à Autun : « Il n'y aura pas de chasse aux sorcières. Mais... »

Ce « mais » est de trop. Il est inquiétant. Il pèse tout son poids de menaces.

« Il faut que chacun se reprenne », ajoute M. Chirac. Ce qui signifie que pour lui, il y a eu faute, déséquilibre, manquement à l'objectivité. Quelle faute ? Quel déséquilibre ? Quel manquement à l'objectivité ? De qui ? Quand ? Sur quel sujet ? M. Chirac ne le dit pas.

Certains commentaires — poursuit-il — sont « trop systématiquement excessifs et déformateurs ». Quels commentaires ? De qui ? Sur quel sujet ? M. Chirac ne le dit pas.

Il faut — conclut-il — que « la raison soit gardée et que l'information en France conserve la dignité qui doit être celle d'une démocratie ». Quelqu'un aurait donc manqué de « raison ». Qui ? L'information audiovisuelle aurait donc manqué de « dignité ». Quand ?

Ce qui est inquiétant dans ces propos, c'est que M. Chirac accuse tout le monde, mais se garde bien de donner un seul fait concret. Selon la plus détestable des méthodes, il accrédite la rumeur et il organise l'autocensure.

Le sens de son discours aux journalistes est très clair. Il signifie : « Faites attention. Tenez-vous à carreau. Je ne voudrais pas devoir passer aux actes. Mais cela dépend de vous. Si je suis obligé de sévir, c'est parce que vous l'aurez cherché. Soyez raisonnable et tout ira bien. »

Ce discours est insupportable. D'abord parce qu'il témoigne d'un esprit adjudantesque indigne d'une démocratie moderne. Mais aussi parce qu'il cherche à accréditer l'idée que ceux qui auraient osé proférer des commentaires « excessifs » — mais pour l'esprit adjudantesque tout commentaire est toujours excessif —, ceux-là donc seraient eux-mêmes responsables des mesures que le Premier ministre serait alors amené à prendre, et dont il brandit la menace en des termes à peine voilés.

Jean-François Khan, lui, aura vite compris.

Et M. Descamps, membre du gouvernement, eut au moins le mérite de la franchise lorsqu'il expliqua qu'il fallait privatiser TF 1 parce que cette chaîne était, pour lui, « la plus socialiste et la plus pourrie ».

Quand M. Chirac déplore — toujours à Autun — que l'information télévisée n'ait pas changé depuis le 16 mars, il reprend à son compte l'idée désuète de la « télévision-voix de la France ». Ou plutôt « voix du gouvernement ». Le progrès, ce fut justement, ces dernières années, une meilleure garantie de l'indépendance de l'information audiovisuelle grâce, notamment, à la création de la Haute Autorité. Que l'« information », que les informateurs et les commentateurs restent « les mêmes » alors que les gouvernements changent, voilà précisément ce qui est normal, dans une démocratie respectueuse de la liberté de l'information. Et ce qui est anormal, c'est que M. Chirac s'en offense.

M. Chirac rêve de Télé-Chirac. M. Léotard approuve bruyamment. En réalité, M. Léotard comme M. Chirac sont de faux libéraux et de vrais autoritaires. L'imposture du libéralisme de pacotille et d'opérette dans lesquels ils se drapent éclatera chaque jour davantage. Quand on choisit de défendre la liberté de la presse, il faut la défendre en bloc. Les menaces sont déjà de détestables restrictions. On ne défend pas la liberté de la presse avec des « mais ».

**Jean-Pierre SUEUR**  
Député du Loiret (P.S.)